JACQUES RUPNIK

# *La contrainte de l'Europe de l'Est*

Lorsque Moscou éternue, l'Europe de l'Est s'enrhume. C'est le souvenir de 1956 qui hante encore les esprits dans les pays de l'Autre Europe à l'heure Gorbatchev. La succession prolongée de Staline avait alors créé une situation d'incertitude dans le bloc soviétique ; six mois après le fameux XX^e^ Congrès de la déstalinisation en février 1956, Khrouchtchev devait faire face à l'Octobre polonais et à la Révolution hongroise. Avant son arrivée au pouvoir Gorbatchev n'avait aucune expérience de l'Europe de l'Est, mais il avait certainement présente à l'esprit celle de Khrouchtchev en envisageant les répercussions de ses réformes en Union soviétique sur la périphérie de son Empire. D'où un dilemme qui peut se résumer ainsi : Comment poursuivre ou même accélérer la *perestroïka* en URSS tout en évitant en Europe du Centre-Est des dérapages qui la compromettraient ? C'est la question qui sous-tend notre analyse de l'effet Gorbatchev à travers, d'une part, le contraste entre les réactions (officielles ou populaires) dans les pays de la région et leurs situations réelles, et, d'autre part, les tensions qui se manifestent entre le besoin de réforme du système et les impératifs de la gestion d'un empire.

## I. — A CHACUN SON GORBATCHEV

La diversité des réactions est-européennes aux changements en cours en URSS reflète des situations locales particulières et, en conséquence, une évolution (parfois une inversion) dans la qualité

des rapports entre Moscou et ses alliés. Deux paradoxes illustrent cette nouvelle donne gorbatchévienne. L'enthousiasme du général Jaruzelski n'a pas son pareil : « les changements historiques » en cours à Moscou, dit-il, « coupent le souffle » aux Polonais[1]. Et d'ajouter que le Parti polonais « empruntait la même voie » apportant son « soutien entier à cette nouvelle politique de M. Gorbatchev dirigée contre les fainéants, les dignitaires qui se haussent du col, les scléroses politiques, et qui, par contre, renforce dans leurs convictions les gens bonnêtes, travailleurs, entreprenants et simples ». Mais c'est sans doute M. Rakowski, membre du bureau politique et proche de Jaruzelski qui exprime l'essentiel : « Pour la première fois depuis la guerre, ce qui se passe en URSS a, grâce à Gorbatchev, une image positive dans la société polonaise. C'est une situation nouvelle qui a aussi son importance pour l'audience de notre parti dans la population. »[2] Autrement dit, et ce n'est pas la moindre des ironies, la direction du Parti polonais compte sur son identification avec le pouvoir soviétique pour espérer se légitimer aux yeux de la société.

Autre paradoxe, praguois cette fois : après vingt années de « normalisation » à outrance au nom de la fidélité inconditionnelle à l'Union soviétique, la direction praguoise s'est trouvée en porte à faux par rapport à la politique de réforme désormais préconisée par le Kremlin. Au point que les éditoriaux du quotidien du parti tronquèrent les conclusions du discours de Gorbatchev au plenum de janvier 1987 sur la nécessité de vote secret et de candidatures multiples dans les élections au sein des organes du parti. Pas un mot aussi sur un plus grand respect du droit ou du contrôle exercé sur les services de police. Au cas où il y aurait eu un doute dans les esprits, V. Bilak, responsable des relations avec les pays frères, précisait peu après qu'une « réhabilitation » du Printemps de Prague dans le sillage de la *perestroïka* (espérée par les Dubčekiens vaincus) ne verrait jamais le jour[3]. Et de prôner une curieuse version à rebours des voies spécifiques vers le socialisme (vieux reproche adressé aux protagonistes du Printemps 68). Ce qui permettait à Lubomír Štrougal, le Premier ministre chef de file des modérés, d'ironiser sur ces adeptes de la théorie des voies spécifiques : évoquant « ceux qui souhaitent limiter la portée de l'expérience du PCUS à l'URSS seule », il note que de telles opinions sont exprimées par des gens qui « auparavant ne reconnaissaient de telles spécificités nationales

1. Discours de Jaruzelski aux cadres du Parti, cf. *Le Monde*, 24 février 1987.
2. Entretien de M. Rakowski avec l'auteur à Varsovie, juin 1987.
3. *Rude Pravo*, 20 février 1987.

que lorsqu'elles étaient dans l'ombre de principes universellement valables. Alors qu'avant ils faisaient de l'universel un absolu, maintenant, pour changer, ils tentent de rendre absolu ce qui est particulier. On peut se demander si cette attitude ne cache pas leur réticence à changer quoi que ce soit de fondamental dans notre expérience tchécoslovaque »[4]. On ne saurait mieux dire.

Les paradoxes polonais et tchécoslovaques donnent l'ampleur de l'éventail des réactions qui varient d'un pays à l'autre. La direction hongroise appuie la politique de Gorbatchev, mais sans faire preuve de l'enthousiasme de Jaruzelski. C'est un soutien mesuré où se mêlent la prudence et la satisfaction d'être pour la première fois depuis vingt ans enfin vraiment en phase avec ce qui se passe à Moscou.

La réticence est-allemande est un mélange de conservatisme et d'autosatisfaction. Comme à Prague, *Neues Deutschland* avait censuré le discours de Gorbatchev du 28 janvier 1987, mais reproduisit en bonne place à peine un mois plus tard (23 février 1987) l'article de Bilak, véritable cri d'angoisse d'un « ultra » de la direction tchécoslovaque. Dans l'ensemble la position est-allemande se résume à trois points. 1) Puisque les Gorbatchéviens à Moscou ne se lassent pas de dire qu'il n'existe plus de modèle à imiter, n'ayons pas peur d'affirmer l'évidence : « Si votre voisin change de papier peint ce n'est pas une raison pour en faire autant », disait Kurt Hager l'idéologue en chef à Berlin-Est[5]. Et le directeur de la revue des jeunesses communistes *Junge Welt* d'ajouter : « L'Union soviétique a un grand mérite historique parce qu'elle a vaincu Hitler et gagné la guerre. Mais en ce qui concerne la technologie et le progrès, ce n'est pas un modèle pour nous. »[6] 2) La *perestroïka* est, certes, nécessaire à l'amélioration de l'économie défaillante de l'URSS, mais serait superflue en RDA puisque les changements nécessaires furent déjà réalisés et qu'il faut donc poursuivre les succès déjà réalisés. On ne change pas une économie qui gagne[7] (discours de Honecker au Congrès des Syndicats. 3) Quant à la *glasnost*, il reste à prouver que performance économique et libéralisation politique doivent aller de pair. Le cas est-allemand tendrait même à suggérer le contraire.

En Roumanie ce n'est pas de réticences mais bien de refus qu'il convient de parler. Non pas, comme l'on aurait pu le penser

4. *Rude Pravo*, 3 mars 1987.
5. Interview à *Stern*.
6. *Die Zeit*, 27 juin 1987.
7. Discours de Honecker devant les syndicats, cité in *The Times*, 24 avril 1987.

au nom d'un nationalisme exacerbé qui ne supporterait pas l'idée de chercher l'inspiration en dehors des frontières du pays, mais au nom de la pureté de la doctrine marxiste-léniniste, « des principes invincibles du socialisme scientifique ». Evoquant les réformes de Gorbatchev, lors d'un discours prononcé, comme il convient, à l'occasion de son propre anniversaire, Ceaucescu affirma : « Il est impensable qu'un parti révolutionnaire puisse dire : je vais laisser les entreprises et le secteur économique se diriger eux-mêmes. » La position s'est assouplie lors de la venue de Gorbatchev en Roumanie en mai 1987, mais sans se modifier sur le fond.

Cette analyse suggère deux remarques. Premièrement, les attitudes des directions est-européennes vis-à-vis des réformes en URSS sont fonction des rapports qu'elles entretiennent avec leurs sociétés. Les degrés d'adhésion ou de distance sont en corrélation avec la priorité accordée au contrôle ou à la recherche tacite d'un consensus avec la société. Ceci est confirmé indirectement par les réactions des sociétés et des mouvements dissidents. Ces derniers semblent plutôt blasés et sceptiques sur les perspectives du gorbatchévisme (et sa pertinence pour le Centre-Est européen) à Budapest et à Varsovie. Ils sont, au contraire, particulièrement attentifs et remplis d'espoirs (souvent démesurés) en Tchécoslovaquie ou en RDA[8]. L'accueil populaire réservé à Gorbatchev lors de sa visite à Prague en avril 1987, ou les jeunes manifestant à Berlin-Est à l'occasion d'un concert de rock au cri d' « à bas le mur » et « Gorbatchev, Gorbatchev » confirme bien qu'il s'agit là d'un phénomène plus profond. On peut trouver désarmant de naïveté que le chef de la puissance qui a imposé et le mur de Berlin et la « normalisation » tchécoslovaque soit perçu comme un symbole d'espoir. Mais cela reflète aussi une situation concrète, une attitude pragmatique : on s'adresse à celui qui a (ou semble avoir) le pouvoir de changer l'état des choses. Dans un système figé, comme en Tchécoslovaquie, tout mouvement semble bon à prendre, même s'il vient de l'Est, pour espérer créer un espace pour la société face au pouvoir. Dans un système où il n'y a pas de possibilité de participer à la vie politique on utilise les armes que l'on peut : jouer, avec ou sans ironie, sur le décalage entre le discours gorbatchévien sur la réforme, la « transparence » et la pratique du régime à Prague, à Berlin-Est (ou à Bucarest) crée un contexte où des voix critiques peuvent s'exprimer.

Il convient pourtant de nuancer cette présentation de la nouvelle

8. Cf. La visite de Gorbatchev en Tchécoslovaquie vue par la presse indépendante tchécoslovaque, in *L'Autre Europe*, n° 14 (1987).

donne gorbatchévienne vue à travers les réactions officielles car la réalité est plus complexe.

D'abord, et cela est dû à l'ambiguïté même du phénomène Gorbatchev, chacun en Europe du Centre-Est semble prendre chez Gorbatchev ce qui lui convient. Jaruzelski un moyen de « prendre en tenaille » la *nomenklatura* de son parti et une justification *a posteriori* de concessions qu'il fut contraint de faire non pas à cause de Moscou, mais à cause de la pression de la société. La liberté relative d'expression dont jouissent aujourd'hui les Polonais n'a pas grand-chose à voir avec la *glasnost* octroyée à Moscou par le pouvoir ; elle a par contre beaucoup à voir avec deux décennies de contre-culture en *samizdat* et avec l'expérience de Solidarité. La direction hongroise est sensible à un discours légitimant son expérience réformiste mais, en privé, ne donne pas cher des chances de succès des réformes de Gorbatchev, voire même sur sa capacité à se maintenir au pouvoir.

Les réserves de Honecker en Allemagne de l'Est sont motivées surtout par la crainte de voir la *glasnost* « emballer » un processus étroitement surveillé de reconquête du passé prussien et de *modus vivendi* avec l'Eglise protestante. Et surtout : il n'y a pas de partisans plus enthousiastes du gorbatchévisme en politique étrangère qu'à Berlin-Est. Ceci vaut pour le retrait des missiles stationnés en RDA dont le régime tirera des bénéfices certains tant aux yeux de la société que dans les rapports avec la RFA. Après tout, c'est Gorbatchev qui leva le veto sur la visite de Honecker à Bonn.

Prague et Sofia sont les deux seuls cas où l'on note une évolution dans l'attitude envers Gorbatchev. Au silence de plomb initial a succédé l'adhésion verbale à une version passablement édulcorée de la *perestroïka* : discipline, lutte contre la corruption dans un contexte de « modernisation » — parfois on ose même prononcer le mot « réforme » — de l'économie[9]. Pour résumer : à Varsovie et Budapest on insiste : pas de *perestroïka* véritable sans *glasnost* ; à Berlin-Est et Bucarest c'est ni l'un ni l'autre. A Prague et Sofia c'est une certaine idée de la *perestroïka*, de préférence sans *glasnost*. Autrement dit, c'est le menu à la carte. A chacun un Gorbatchev selon ses besoins !

Il est enfin des limites à l'effet Gorbatchev, même dans les pays apparemment les mieux disposés à recevoir la bonne nouvelle, qui tiennent simplement à des situations différentes entre Moscou et Varsovie ou Budapest. Au-delà des proclamations d'allégeance

9. Cf. par exemple *Rabatnicesko Delo*, 24 avril 1987.

de Jaruzelski son problème est radicalement différent. Pour Gorbatchev l'obstacle principal c'est l'appareil du parti et ses pesanteurs bureaucratiques. Le problème de Jaruzelski c'est de trouver un minimum de crédibilité dans la société. En Hongrie, tant les officiels que les intellectuels dissidents soulignent que la *perestroïka* ne peut être une inspiration voire un modèle puisqu'elle arrive avec une vingtaine d'années de retard sur les réformes pratiquées (avec des succès mitigés) par les Hongrois. Ceci vaut pour tous les Européens du Centre-Est : par rapport à leurs expériences depuis 1956, par rapport surtout au Printemps de Prague, il n'y a pas une seule idée neuve dans le programme de Gorbatchev. Tout cela donne une impression de déjà vu, de déjà essayé. Bien sûr, c'est réconfortant pour les anciens dubčekiens de voir leurs idées réhabilitées par ceux-là mêmes qui avaient empêché leur réalisation. Mais entre-temps on a perdu vingt ans ; idéologiquement le paysage a changé : la réforme, « l'humanisation du socialisme » ne sont plus à l'ordre du jour : l'heure est au marché, à la privatisation, à l'idéologie « néo-libérale ». Le problème de la Hongrie n'est pas de savoir si une réforme de l'économie serait souhaitable (débat moscovite), mais comment faire avec une réforme qui a échoué. La question n'est pas de savoir si l'on peut introduire plus d'initiative privée dans le secteur agricole ou dans les services, mais au cœur même du secteur industriel. Le débat des réformistes hongrois, regroupés autour d'Imre Pozsgay, porte aujourd'hui sur la réforme politique : sur la possibilité d'institutionnaliser le passage du pluralisme social au plan politique. L'échec économique de la Hongrie rend plus difficile la référence des Gorbatchéviens à Moscou à un « modèle » hongrois dont on pourrait s'inspirer. Mais la réciproque est encore plus vraie : il n'y a dans la *perestroïka* soviétique rien qui puisse permettre à la Hongrie réformiste de sortir de son impasse.

## II. — Les servitudes de l'Empire

Le dilemme de Gorbatchev en Europe du Centre-Est peut se résumer ainsi : de par la nature du système soviétique, toute réforme au centre ne peut pas ne pas avoir de retombées à la périphérie ; mais de par la nature des sociétés de cette périphérie, tout projet réformiste y devient aussi plus risqué ; qui plus est, les « effets pervers » du changement à la périphérie risquent de compromettre la réforme en URSS même. Faut-il pour autant penser que pour réussir à Moscou le processus de réforme ne devrait pas se développer

en Europe du Centre-Est ? Dans le meilleur des mondes gorbatchéviens, il faudrait à la fois un minimum de consensus réformiste pour assurer la cohésion politique du bloc et éviter des réactions crispées de « désatellisation » conservatrice sans qu'une véritable dynamique du changement s'enclenche à la périphérie. Et si (pour des raisons que l'on examinera) les effets de la réforme soviétique sont difficiles à gérer, croit-on vraiment que Gorbatchev soubaite son extension au-delà des frontières soviétiques ?

L'effet Gorbatchev est inévitable sur les élites du pouvoir en Europe du Centre-Est ; il est difficilement contrôlable dans les sociétés. A l'exception de l'équipe Jaruzelski, toutes les directions est-européennes se sont consolidées au pouvoir à l'époque brejnévienne. Sous Brejnev, chacun savait où était sa place. Certes, il y avait danger de sclérose et de démoralisation dû à la paralysie d'une gérontocratie conservatrice. L'arrivée d'un chef dynamique et volontaire à Moscou pouvait être de nature à redonner le moral aux « partis frères » dans une période de morosité et d'épuisement de l'idéologie. Elle a surtout plongé les élites est-européennes dans l'expectative et l'incertitude. Comment critiquer la gestion passée (thème favori de Gorbatchev) sans s'accuser soi-même ? Seul un Jivkov en Bulgarie peut se permettre (en été 1987) de dénoncer la trop grande personnalisation du pouvoir après plus de trente ans de monopole incontesté. Plus généralement, toute période prolongée de successions et de changements à Moscou produit naturellement des divisions dans les élites est-européennes, ce qui peut les rendre (comme le suggèrent toutes les périodes de crise dans la région : 1956, 1968, 1980) particulièrement vulnérables aux pressions de la société.

C'est là, d'ailleurs, que réside la différence principale entre la plausibilité des réformes à Moscou et dans les pays satellites : en URSS, la *perestroïka* est administrée d'en haut à un peuple atomisé ; elle est, de ce fait, à tout moment réversible. En Europe du Centre-Est, toute politique de recul de l'Etat-parti, tout relâchement de la censure, toute possibilité d'initiative indépendante, accordée à la société civile risquent d'acquérir une dynamique propre difficile à contrôler par le pouvoir. C'est ce que savent parfaitement les dirigeants de Berlin-Est et de Prague. L'existence d'une société civile (même à l'état embryonnaire) avec une culture politique démocratique (se situant en tout cas en dehors du cadre du léninisme revu et corrigé par Gorbatchev) constitue la différence principale si l'on compare la portée du réformisme communiste au centre et à la périphérie de l'Empire soviétique. L'Europe du Centre-Est a connu,

depuis 1956, trois grandes tentatives de réforme du système poussées par une société ayant une culture politique démocratique. On peut même avancer que, sans une intervention extérieure, on aurait pu assister en Hongrie, en Pologne ou en Tchécoslovaquie à une « sortie » de la dictature et à une transition vers la démocratie (pas seulement la « démocratisation ») qui eût été le pendant de celle de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. Par-delà la contrainte du système de type soviétique, le poids de la culture politique russe va à l'encontre de ce type de changements. L'héritage autocratique a été renforcé par soixante-dix ans de pouvoir soviétique. L'alternative au gorbatchévisme, ce n'est pas forcément un débordement démocratique ni un retour au brejnévisme ; elle risque d'être autoritaire et nationaliste. En Europe du Centre-Est, tous les débats sur la plausibilité de la réforme dans le système soviétique reposent, en dernière analyse, sur une évaluation (optimiste ou pessimiste) de la capacité de transformation de la culture politique russo-soviétique.

Ce qui précède suffirait à inciter Gorbatchev à la prudence et limiter les risques de déstabilisation en Europe du Centre-Est. Or, la stabilité recherchée implique désormais l'acceptation de la diversification du communisme dans le bloc soviétique. Dans son discours prononcé à l'occasion du 70e anniversaire de la Révolution bolchevique, Gorbatchev affirma que « l'unité ne signifie pas identité et uniformité. Nous sommes aussi convaincus qu'il n'y a pas de "modèle" de socialisme à imiter par tous ». Et d'évoquer cinq principes qui doivent guider les rapports entre Moscou et les autres pays socialistes : « l'égalité pleine et entière, la responsabilité de chaque parti au pouvoir pour la situation dans son pays, l'engagement pour la cause commune du socialisme, le respect mutuel et l'adhésion stricte de tous aux principes de la coexistence pacifique. »[10]

On retiendra là deux éléments importants pour notre sujet. D'abord, l'évocation du principe de la « coexistence pacifique » jusque-là réservé aux rapports avec les pays capitalistes alors que la communauté socialiste était régie par la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée. Certes, on fait toujours référence à la « cause commune » du socialisme, mais l'on voit mal cette nouvelle formulation de principes de l'alliance servir de justification à une invasion « fraternelle » comme ce fut le cas en 1968. D'autant que, précisément le même jour, Georgui Smirnov, le directeur de l'Institut de Marxisme-Léninisme, suggérait de « repenser les événements

10. Cf. extraits du discours in *New York Times*, 5 novembre 1987.

de 1968 »[11]. Il semble peu probable que les Soviétiques admettent un jour (comme certains de leurs commentateurs le font, à propos de l'Afghanistan) que l'invasion de la Tchécoslovaquie fut une erreur. Ce serait, à terme, déstabilisant pour leur contrôle sur le pays. Mais il semble que certains, dans la mouvance gorbatchévienne, considèrent le Printemps de Prague comme une occasion manquée de réforme à l'intérieur du socialisme. Une telle admission serait déstabilisante pour l'équipe au pouvoir à Prague. Ni le voyage de Gorbatchev à Prague, ni le choix du successeur de Husák ne semblent indiquer que ce soit pour l'instant une hypothèse à retenir.

Le deuxième élément caractéristique de la conception que l'on se fait à Moscou des rapports avec les « pays frères », c'est l'admission explicite d'une tendance plus ancienne qui consiste à reconnaître à chaque direction du bloc le choix propre des méthodes jugées les plus adaptées pour assurer la stabilité. Ce n'est pas là à proprement parler du gorbatchévisme puisque l'adepte le plus éloquent de cette politique n'est autre que le Egor Ligatchev, le « n° 1 *bis* » soviétique connu pour sa critique des excès de la *glasnost*. Lors d'une visite à Budapest en avril 1987, il avait déclaré : « Chaque pays peut agir indépendamment. Dans le passé, l'on disait que l'orchestre était dirigé par Moscou et que tous les autres écoutaient. Ce n'est plus le cas. »[12] Ce qui explique que Moscou s'accommode aussi bien de Jaruzelski que de Husák (ou Jakeš), de Kadar ou de Honecker ; au nom de l'autonomie des directions locales dans la gestion de la crise.

Dans sa politique envers l'Europe de l'Est, Gorbatchev dispose de plusieurs leviers. Une politique médiatique, d'abord, destinée à améliorer l'image de l'URSS à l'Ouest bien sûr, mais aussi, par ricochet, auprès des populations des pays du pacte de Varsovie. C'est ainsi que de la Bulgarie à la Pologne, en passant par la Tchécoslovaquie, les populations ont désormais le loisir de s'imprégner de la *glasnost* télévisuelle en direct de Moscou. Mais c'est surtout les retombées de la politique médiatique de Gorbatchev envers l'Europe de l'Ouest qui sont intéressantes. On connaît l'impact de la télévision ouest-allemande en Allemagne de l'Est, mais le phénomène est plus large. Les deux tiers du territoire tchécoslovaque reçoivent la télévision ouest-allemande ou autrichienne. Cette dernière est aussi reçue dans la partie occidentale de la Hongrie ainsi qu'en Slovénie et en Croatie. De même que Gorbatchev avait, à l'occasion, utilisé tel ou tel pays d'Europe du Centre-Est pour rendre plus

11. *Ibid.*
12. *New York Times*, 5 novembre 1987.

crédible sa politique en Europe de l'Ouest, on peut dire inversement que Gorbatchev ne se « légitime » pas auprès des populations d'Europe du Centre-Est grâce aux appareils de propagande locaux (trop discrédités pour remplir une telle tâche) mais, indirectement, par l'image qu'en donnent les médias d'Europe occidentale.

Le Comecon et la politique d'intégration économique constituent un levier de première importance, là aussi révélateur des ambiguïtés du gorbatchévisme. Dès la première réunion (en mai 1985) avec les responsables économiques du CAEM, Gorbatchev insista sur deux aspects qui furent depuis repris (surtout à la réunion de novembre 1986) : d'abord l'Union soviétique exige désormais la qualité des produits importés d'Europe de l'Est, jusque-là réservés aux marchés occidentaux. Deuxièmement, on préconise une « intégration accélérée » des économies du CAEM en favorisant les accords directs entre entreprises soviétiques et est-européennes. Or, pour ces dernières, la modernisation, la réforme économique passent par l'ouverture économique à l'Ouest. Inverser les priorités en ce domaine compromet à terme nécessairement le projet réformiste. Autrement dit, le discours soviétique sur la *perestroïka* (les thèses de O. Bogomolov et d'A. Aganbegian sur la nécessité de combiner l'introduction des mécanismes de marché et la convertibilité du rouble au sein du CAEM) légitiment la démarche des partisans des réformes de marché ; mais ce sont ces derniers qui se méfient le plus de « l'intégration accélérée », dont la logique est perçue comme éminemment antiréformiste.

Le troisième levier dont dispose Gorbatchev, c'est la relève du personnel responsable des relations avec les alliés, particulièrement au département du secrétariat du Comité central responsable des relations avec les partis communistes des pays socialistes. Gorbatchev y assura la promotion de Vadim Medvedev qui fut longtemps le collaborateur de A. Iakovlev (le « père » de la *glasnost*) au département de propagande. Mais le changement le plus important, c'est sans doute le remplacement au poste n° 2 du département d'Oleg Rakhmanine, qui s'était signalé par une hostilité sans faille aux velléités de réforme ou d'expression du sentiment national en Europe de l'Est, par G. Chakhnazarov, politologue de formation, partisan présumé de l'ouverture. Si l'on ajoute à cela des changements à la revue théorique de Prague, *Problèmes de la paix et du socialisme*, dernier vestige de l'ère Ponomarev et de l'orthodoxie en matière idéologique, on ne peut que constater que cela coïncide avec la politique plus tolérante des spécificités des pays du bloc inaugurée sous Gorbatchev.

Ce changement de personnel à Moscou ne s'est cependant pas accompagné (pour le moment) d'une relève politique en Europe du Centre-Est. C'est l'illustration de la prudence dont nous avons parlé : Gorbatchev n'a aucun intérêt à déclencher des crises politiques à la périphérie. On peut penser cependant qu'il profitera des successions en chaîne qui s'annoncent pour établir sur place sa propre clientèle. En effet, Kadar, Jivkov, Honecker, Husák ont 75 ans ou plus (Ceaucescu en a 70). On peut donc vraisemblablement penser qu'à court terme la relève des Brejnéviens en Europe du Centre et de l'Est aura lieu pour des raisons biologiques sinon politiques.

Deux cas méritent d'être mentionnés à ce propos puisque la question y est déjà à l'ordre du jour : la Tchécoslovaquie et la Roumanie. La mésentente entre Husák et Gorbatchev était patente[13]. Absence de ce dernier au Congrès du PCT à Prague en 1986 (alors qu'il s'était déjà rendu à Berlin-Est, à Varsovie et à Budapest) ; report puis écourtement de sa visite en Tchécoslovaquie en avril 1987 ; enfin départ précipité de Husák de Moscou la veille même des festivités du 70e anniversaire de la Révolution d'Octobre ; tout cela laissait supposer que le changement était imminent et qu'après vingt années de « normalisation », la page serait enfin tournée. Or, il n'en fut rien. Husák est bien parti (pas complètement puisqu'il reste Président de la République et membre du bureau politique), mais son successeur n'est pas celui que les Gorbatchéviens tchèques espéraient (Štrougal), mais Miloš Jakeš qui encore plus que Husák incarne la « normalisation » et l'immobilisme brejnévien. Ancien vice-ministre de l'intérieur sous Novotný, devenu président de la Commission de contrôle du parti en 1969, c'est lui qui est personnellement responsable de la plus grande purge qu'ait jamais subie un Parti communiste au pouvoir depuis la deuxième guerre mondiale (mise à part la révolution culturelle chinoise). Promu par Brejnev au secrétariat et au poste de responsable de la politique économique en 1981, il présida au cours des cinq années écoulées au plus rapide déclin de l'économie tchécoslovaque depuis la crise du début des années 1960. C'est aussi Jakeš qui s'assura que la timide expérience de réformes (le mot ne fut jamais utilisé) lancée par l'entourage de Štrougal en 1979 n'aboutit à rien. A Moscou, on s'est félicité de l'arrivée à la tête du PCT d'un homme que « l'on connaît bien ». La presse occidentale annonça que Prague se mettait,

13. Cf. J. Rupnik, Prague et Budapest à l'heure Gorbatchev, in *Cosmopolitiques* (février 1987).

enfin, à l'heure Gorbatchev. Si Jakeš est censé incarner le changement et la *perestroïka*, le terme n'a plus aucun sens.

Le second candidat à la relève, c'est Ceaucescu. Les émeutes de Brasov n'ont fait que confirmer que l'atmosphère de fin de règne à Bucarest avait des fondements bien réels. En fait, c'est l'impasse délirante du national-communisme à la Ceaucescu qui prépare lentement le retour de la Roumanie au sein de la communauté socialiste. C'est déjà en train de se faire au plan des échanges économiques et l'appel d'un dignitaire communiste (Brucan)[14] suggère que l'après-Ceaucescu au plan politique se prépare. Et lorsque ce sera fait et qu'un peu de *perestroïka* (voire même de *glasnost*) seront introduits en Roumanie, le retour au bercail gorbatchévien de la Roumanie sera accueilli avec soulagement par une population exténuée, par les pays socialistes voisins, et — pourquoi pas ? — par l'Occident, qui avait précisément tant contribué à la création du mythe Ceaucescu. Il y a un précédent à cela dans le monde communiste : le soulagement que provoqua l'intervention vietnamienne débarrassant le Cambodge du régime Pol Pot (mais non du communisme).

Par-delà les débats sur les modèles de réforme et leur transposabilité au sein de l'Empire soviétique, la diversité des réactions et des implications du changement en Union soviétique reflètent l'ambiguïté même du phénomène Gorbatchev (modernisation par le haut ou bien ouverture destinée à réveiller une société sous anesthésie). Inversement, ce bilan du réformisme en Europe du Centre-Est enlève au gorbatchévisme une partie du charme de la nouveauté ; il invite plus à méditer sur les limites du phénomène qu'à fournir une inspiration.

Ce que le système communiste en URSS et en Europe du Centre-Est a en commun à l'heure Gorbatchev, c'est la crise et un processus de décomposition (de « yougoslavisation »). En Europe du Centre-Est, celle-ci est plus avancée et se traduit par une érosion des capacités du contrôle impérial sur les dépendances et une érosion simultanée du contrôle de l'Etat sur les sociétés. La *perestroïka* représente aussi une tentative de remédier à cette situation : une reprise en main sur le plan économique (intégration accélérée) mais aussi une marge de manœuvre plus grande dans la recherche de solutions locales dans la gestion des rapports avec la société.

Mais cette « ottomanisation » de l'Empire (selon l'expression de

14. *The Independent* (Londres), 27 novembre 1987. Il est à noter que l'appel de Brucan épargne, dans sa critique, les services de sécurité.

T. Garton Ash) ne signifie nullement « libéralisation ». Comme nous avons tenté de le montrer, vouloir libéraliser l'Empire et le garder revient à vouloir « manger son gâteau et le garder ». Il a suffi aux dirigeants soviétiques, pour s'en convaincre, d'observer les effets de la *glasnost* dans les républiques baltes (et ceci vaut *a fortiori* pour le Centre-Est européen). On est tenté à ce propos de rappeler la réponse que le plus éclairé des tsars de toutes les Russies, Alexandre II, donnait il y a plus d'un siècle à une délégation polonaise venue lui suggérer d'élargir à l'Empire ses velléités de réforme en Russie : « Point de rêverie, Messieurs ! », avait répondu le tsar.

RÉSUMÉ. — *Comment poursuivre ou même accélérer la* perestroïka *en URSS tout en évitant en Europe du Centre-Est les dérapages qui la compromettraient ? Au-delà de la diversité des réactions à l'effet Gorbatchev, l'article met en évidence les tensions entre le besoin de réforme du système et les impératifs de la gestion d'un Empire.*